



Guéret, le 11 janvier 2011

à Mesdames et Messieurs les Parlementaires,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Généraux,
Mesdames et Messieurs les Conseillers Régionaux,
Mesdames et Messieurs les Maires

Madame, Monsieur,

La répartition des moyens budgétaires alloués à l'Éducation Nationale pour la rentrée 2011 est maintenant connue. Pour l'académie de Limoges, il s'agira d'une très lourde ponction, avec 53 postes en moins dans le premier degré, pas moins de 95 suppressions de postes d'enseignants dans le second degré et 11 postes administratifs qui doivent disparaître. Ces chiffres confirment la politique aveugle et sans ambition éducative du gouvernement, enfermé dans son idéologie de non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant en retraite.

Il y aura donc moins d'enseignants avec pourtant plus d'élèves à la prochaine rentrée, ce qui induira mécaniquement une augmentation du nombre d'élèves par classe.

Qu'en sera-t-il dans notre département ? Nous en saurons plus après le Comité Technique Paritaire Académique qui doit se tenir le lundi 17 janvier à Limoges. Mais il faut d'ores et déjà s'attendre à une coupe claire historique.

Dans le premier degré, la suppression importante de postes aura pour conséquences la baisse de la scolarisation des 3 ans, la perte d'efficacité des Réseaux d'Aide Spécialisée aux Élèves en Difficultés (RASSED), l'augmentation du nombre pourtant déjà conséquent de journées non remplacées, etc. De nombreux postes classes devraient être supprimés, entraînant regroupements et fermetures d'écoles.

Dans les collèges, le nombre d'élèves par classe pourrait exploser avec la suppression de nombreuses divisions. On parle même de la fermeture sèche d'un ou plusieurs collèges ruraux. Il en ira de même dans les lycées où une classe à 40 élèves deviendrait la norme. L'enseignement professionnel devrait encore perdre des options, ce qui ajouté aux coupes de l'an passé, démantèlerait complètement le système et obligerait les jeunes creusois à aller chercher dans les départements voisins la formation qu'ils ne trouveront plus chez nous, avec des conséquences financières non négligeables (transport et internat) pour des familles souvent en difficultés.

La suppression de postes d'agents administratifs accentuera encore le démantèlement de l'Inspection Académique. Cela pourrait finir par sa disparition complète, avec regroupement des services de l'Éducation Nationale au rectorat dans la logique de la RGPP. En collèges et lycées, la pression s'accroît sur les secrétariats et intendances à tous les niveaux.

A tout cela s'ajoute un renouvellement aléatoire des Emplois Vie Scolaire qui dégrade encore les conditions d'accueil des élèves dans les établissements.

L'avenir de notre département est en jeu. Parents d'élèves et enseignants comptent sur leurs élus pour réagir fermement à cette situation.

Nous vous appelons à vous associer massivement à la lutte impulsée par enseignants et parents d'élèves, et notamment à participer à la grande manifestation organisée à Guéret le samedi 22 janvier, à partir de 10h30, devant l'Inspection Académique, Place Varillas à Guéret.

En espérant vous avoir à nos cotés, ceint de l'écharpe tricolore, nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre respect.

Jacques ROGER

Bernard MONTEIL

Michel LARI GAUDERIE

Président de la FCPE

Secrétaire de l'UNSA-Éducation

Co-secrétaire de la FSU